

M. FISHER: Puis-je maintenant demander à M. Walter Smith s'il a quelque chose à nous dire au sujet d'une réunion qui a eu lieu en 1956 et à laquelle assistaient plusieurs autorités en vue d'étudier la question des ponts Jacques-Cartier et Victoria, de toute l'organisation et de l'activité sur les ponts?

M. SMITH: Non.

M. FISHER: Lorsque M. Henderson comparaitra, auriez-vous l'obligeance de lui dire qu'il nous intéresserait de savoir pourquoi le National-Canadien n'avait qu'un représentant à cette réunion-là, que nous aimerions avoir plus de renseignements au sujet des recommandations du National-Canadien en ce qui a trait à ce Comité? De plus, j'aimerais en savoir plus long sur le rôle du National-Canadien relativement au nouveau tarif de péage. D'après les renseignements qu'a donnés M. Beaudet, la province a participé à l'établissement d'un nouveau tarif de péage.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions?

M. MCGREGOR: Puis-je demander à M. Shea de donner plus de détails au sujet de la ville de Toronto où, d'après lui, la situation du banditisme serait pire qu'à Montréal? J'aimerais avoir plus de détails.

M. SHEA: Je répondrai volontiers à cette question. En Ontario, les villes sont passablement rapprochées et il y a plusieurs grandes villes. Le problème ne se pose pas dans le Québec. Montréal est une grande ville; mais à Montréal, malheureusement, où vous semblez croire qu'il y a beaucoup de crimes, nous avons un pénitencier, et une prison non loin de la ville; la prison est dans la ville. Une fois que le prisonnier est remis en liberté, où peut-il aller? Il va à Montréal, et s'il ne peut pas trouver d'emploi, que va-t-il faire?

En Ontario (je parle du crime organisé), des voleurs se sont emparés de cigarettes d'une valeur de 40,000 à un endroit; et les criminels se rendent coupables de beaucoup d'autres délits. Ils s'introduisent, par exemple, dans les stations où ils volent des mandats de poste et de l'argent comptant.

M. MCGREGOR: Parlez-vous du National-Canadien?

M. SHEA: Oui, mais les mêmes problèmes se posent ailleurs. Nous travaillons en collaboration étroite avec le Pacifique-Canadien, où les mêmes problèmes se posent.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous d'autres questions?

M. FISHER: D'après les observations qui ont été faites ici, certaines personnes semblent croire qu'il est embarrassant de poser de telles questions. Je voudrais souligner que la nature humaine est la même à Montréal et à Toronto. Je n'aime pas que les membres qui viennent de la province de Québec tirent la conclusion qu'il n'est pas de nos affaires de poser des questions relativement à la situation qui existe dans le Québec, c'est-à-dire qu'il n'est pas des affaires de ceux d'entre nous qui ne sont pas de cette province.

Le PRÉSIDENT: Non, vous avez tout à fait raison. Notre Comité a été constitué en vue de faire enquête sur l'exploitation des ponts et de tout ce qui s'y rapporte.

M. FISHER: Je n'ai prêté d'intentions ni aux libéraux ni aux conservateurs, comme cela a été fait ici.

Le PRÉSIDENT: À l'ordre! Avez-vous d'autres questions à poser à M. Shea? Ou à M. Smith? Si vous n'en avez pas, je voudrais avoir ce qui en est du document qu'a déposé M. Archer, ce matin, et dont tous les membres ont un exemplaire. Ceux qui ne sont pas ici recevront un exemplaire du secrétaire.

Puis-je proposer qu'il ne soit pas consigné au compte rendu de nos délibérations, car je ne crois pas que cela soit nécessaire? Êtes-vous d'accord?

(Assentiment.)